

Mandela promet devant l’OUA son aide au Rwanda

Chiahemen, John

Reuters, 13 juin 1994

TUNIS, 13 juin, Reuter - Le président sud-africain Nelson Mandela a déclaré lundi, au premier jour du sommet annuel de l’Organisation de l’unité africaine (OUA), que son pays était prêt à aider le continent africain à retrouver la paix, la prospérité et sa dignité si souvent bafouée.

Il a d’abord tenu à “rendre hommage aux grands penseurs de notre continent qui n’ont jamais cessé de nous inciter à comprendre cette relation très étroite entre les grands problèmes actuels tels que : la paix, la stabilité, la démocratie, les droits de l’Homme, la coopération et le développement”.

“Et c’est en parlant de tout cela que le Rwanda vient à point nommé comme une sévère réprimande à nous tous, nous qui avons manqué de comprendre le rapport entre toutes ces questions. La conséquence de tout cela est un affreux carnage de personnes innocentes”, a ajouté Nelson Mandela, devant 41 autres présidents et un monarque.

C’est la première fois que l’Afrique du Sud est représentée au sein de l’OUA depuis la naissance de l’organisation il y a 31 ans. L’ancien militant nationaliste noir a été acclamé par ses collègues à son entrée dans la salle de conférence à Tunis.

Le sommet avait auparavant été ouvert par le chef de l’Etat égyptien, Hosni Moubarak, président en exercice de l’OUA. Il avait réclamé une minute de silence en mémoire de trois présidents africains assassinés depuis le dernier sommet et de toutes les victimes d’affrontements sur le continent.

En appelant Nelson Mandela à la tribune, Hosni Moubarak avait déclaré que le président sud-africain parlerait “au nom de nous tous”.

— Autorité de l’Afrique du Sud —

L’OUA espère que le poids économique de l’Afrique du Sud et l’autorité morale du président Mandela lui donneront une force dont elle a cruellement manqué jusqu’ici lorsqu’elle a tenté d’enrayer des conflits sur le continent.

Depuis l’assassinat des président rwandais et burundais le 6 avril dernier, les massacres et les combats auraient fait un demi-million de morts au Rwanda. Au Burundi voisin, environ 100.000 personnes avaient été massacrées à la suite du meurtre du président Melchior Ndadaye le 21 octobre 1993.

L’Onu a autorisé l’envoi de troupes au Rwanda et plusieurs pays, dont 14 Etats africains, ont proposé d’y envoyer des soldats. Mais ce déploiement est

retardé par des problèmes diplomatiques et logistiques.

En arrivant dimanche en Tunisie, Mandela avait déclaré à la presse que l'Afrique ne devait pas trop attendre du gouvernement de Pretoria, lui-même confronté à de nombreux problèmes.

Il a cependant assuré lundi : "Nous aspirons à ce que l'Afrique du Sud puisse réussir à bannir les conflits ethniques et les conflits nationaux qui empestent notre continent".

"Nous sommes prêts à apporter notre contribution afin que cesse le génocide qui se déroule au Rwanda et pour que ce pays frère, en proie aux agitations, puisse retrouver la paix".

— 50 blindés pour le Rwanda —

Il a souligné que son pays s'était non seulement acquitté de sa cotisation à l'organisation - beaucoup de pays membres ne peuvent pas en dire autant - mais avait aussi "versé une contribution supplémentaire d'un million de rands pour le fonds de la paix de l'OUA".

Nelson Mandela a pris son petit déjeuner en compagnie du secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali. Selon Thérèse Gastaut, porte-parole de l'ONU, le président sud-africain lui a promis 50 véhicules blindés de transport de troupes pour la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minuar).

Dans un discours à l'OUA, Boutros Boutros-Ghali a reconnu que les Nations unies comme l'OUA n'avaient pas réussi à empêcher les massacres au Rwanda, qu'il a qualifiés de génocide.

"Les événements qui ont lieu en Afrique sont d'autant plus graves qu'ils ne rencontrent qu'une relative indifférence dans les autres pays. Nous savons très bien que, avec la fin de la Guerre froide, les pays développés ne s'intéressent plus autant à l'Afrique", a-t-il souligné.

Nelson Mandela a par ailleurs déclaré : "S'il y a une défaillance dans notre manière de gouverner, il ne faut pas chercher de bouc émissaire mais il faut avouer que la faute est en nous, qui sommes mal guidés".

Il a ouvert et conclu son discours par des références à Carthage, puissante cité-Etat africaine dont on peut encore voir les ruines en Tunisie plus de 2000 ans après sa destruction par Rome.

"Si l'Afrique du Sud figure à l'ordre du jour, que cela soit pour débattre des contributions que mon pays peut apporter à la renaissance d'une nouvelle Afrique ou pour la reconstruction de la cité de Carthage l'africaine", a-t-il dit.

/FAN

(c) Reuters Limited 1994